# Le Socialisme

Directeur: JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

※※

HUIT PAGES

旅派

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX: 3, rue de la Roquette (place de la Bastille), Paris (XI)

ABONNEMENTS |

Trois mois 1.50 - Six mois, 3 fr. - Un an, 6 fr. ETRANGER: Six mois, 4 fr. - Un an, 8 fr.

#### SOMMAIRL

Les Élections sénatoriales. — Charles Dumas. Comment il faut combattre Clemenceau. — Ch. Rappoport.

La Houille blanche. - Marcel Cachin.

M. Vautour est prévoyant. - Mayéras.

Au Jour le Jour. — Paul Grados. Le Problème colonial en Belgique. — Ch. R.

Le Chômage en Angleterre. — C. Bonnier.

La nouvelle situation de la Bulgarie. — Traduction d'Avramoff, délégué au Bureau Soc. Int.

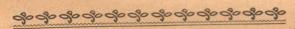
L'Action sociale à l'Intérieur et à l'Extérieur.

La Presse Corporative. La Presse Socialiste.

ನೆ ನೆ ನೆ ನೆ ನಿ ನ ನ ನ ನ ನ ನ ನ ನ ನ ನ ನ

Les bureaux du **Socialisme** sont transférés 3, rue de la Roquette, Paris, XI° (place de la Bastille).

A partir d'aujourd'hui, toutes les lettres, communications et publications destinées à notre journal—revue doivent être envoyées à cette adresse.



# Les Élections Sénatoriales

Le ministère Clemenceau triomphe dans les élections sénatoriales. Sa solidité, chancelante depuis quelque temps, se trouve du coup fortement rétablie et, à moins que la consultation prochaine du suffrage universel, que nécessitera le remplacement des députés élus sénateurs, ne vienne à nouveau l'ébranler, on pourrait, sans trop s'avancer, affirmer qu'il ira jusqu'aux élections de 1910.

A la vérité, si M. Clemenceau est le vainqueur, il n'y a point lieu de s'en étonner outre mesure, c'est même plutôt là un phénomène naturel.

Les circonstances l'ont fait l'homme de la situation, de la situation capitaliste et bourgeoise, bien entendu, mais il faut bien le constater, c'est la seule qui influe dans la balance, pour le moment.

Les classes dirigeantes avaient besoin d'un homme pour lutter contre le socialisme grandissant. De longs mois avant d'accèder au pouvoir, il sut se désigner, s'imposer presque, pour cette œuvre. Il la réalise, aujourd'hui, à sa manière, qui est la bonne, croyons-nous, puisqu'en ayant l'air de faire les affaires de la bourgeoisie, il se trouve, en fin de compte, travailler pour nous. Mais il a eu, jusqu'ici, cette chance inouïe, de pouvoir s'appuyer sur la grande partie de la masse, qui est résolument et

foncièrement hostile à l'anarchie et à cette autre camelote frelatée du même bazar, l'antipatriotisme. Si le Président du Conseil a pu remporter, dans le Var, un succès personnel aussi indéniable, c'est uniquement parce que, grâce à un ensemble de circonstances diverses, il semblait, à tort ou à raison, représenter là-bas, la forme d'opposition la plus nette à ces deux conceptions.

Mais que M. Clemenceau ait ou non triomphé, cela nous importe peu. L'anticlemencisme n'a rien à voir avec le socialisme, qui est uniquement l'anticapitalisme. Il ne saurait nous convenir de rabaisser nos conceptions aux basses intrigues ministérielles, parlementaires ou de couloirs. Jamais nous ne consentirons à galvauder le socialisme en pareilles aventures. Les gens du bloc combiste s'y sont risqués et ils sortent fort étrillés de l'affaire, puisqu'à vrai dire, ils sont, ô ironie! les seuls vaincus avec les progressistes. C'est à d'autres points de vue que le Parti envisage le résultats de la récente consultation électorale et si nous n'y trouvons aucune raison de nous plaindre, nous en avons au moins trois de nous réjouir!

La première, c'est le chiffre de voix recueillis par nos candidats. En aucun endroit nous ne reculons; en de nombreuses régions, nous avons fait de véritables pas de géants.

Dans le Pas-de-Calais, nous avons près de 250 voix et près de 200 dans le Puy-de-Dôme; la Seine et Saône-et-Loire en recueillent une centaine; la Somme, le Vau-cluse, les Pyrénées-Orientales arrivent en bons rangs, dépassant de beaucoup les quelques timides unités péniblement ramassées dans les luttes d'autrefois.

La seconde, c'est que le dernier prétendu obstacles aux réformes s'écroule. Le frein est brisé, s'écrient lamentablement les progressistes, en constatant la nouvelle majorité sénatoriale. Alors, nous allons donc voir le radicalisme à l'œuvre. Il paraît, d'ailleurs, qu'on va s'y mettre sérieusement. Il n'est pas d'usage qu'un Parlement bourgeois accomplisse quelque besogne dans la première partie de son existence. Mais il s'y résigne toujours dans la dernière, pour ne pas se présenter les mains vides devant le suffrage universel, et nous voici dans cette dernière. Donc, Messieurs les radicaux, nous vous attendons au pied du mur. Impossible maintenant de vous dérober. Le Temps, lui-même (o tempora, o mores!), constatant la poussée dite démocratique, vous invite à réaliser les réformes nécessaires que le pays attend. De grâce, après nous avoir donné le spectacle de la faillite radicale, par l'absence de réformes, montreznous la faillite radicale par l'impuissance des réformes réalisées.

Enfin, il est un dernier motif de nous féliciter, c'est le grand nombre de sièges

laissés vacants par les nouveaux sénateurs et qui vont nous permettre de faire, nous aussi, notre petite consultation électorale. Avec le suffrage universel, M. Clemenceau aura peut être moins de succès. Pour prendre le Var, par exemple, qui douterait que s'il plaisait à notre ami Allard de se représenter dès aujourd'hui devant ses électeurs, c'est une majorité triomphale qui renverrait au Parlement ce grand honnête homme.

Ce va être le devoir urgent du Parti d'engager partout la bataille. En aucune façon, il ne saurait défaillir aux prescriptions impérieuses des Congrès nationaux. Il le pourra d'autant moins qu'il s'agira d'un effort limité.

A l'idéal de cette société de crime, si dignement représentée au pouvoir par un « malfaiteur public », nous opposerons l'idée collectiviste et nous nous compterons après cela.

Charles DUMAS.

44444444444

## Comment il faut combattre Clemenceau

Clemenceau triomphe dans le Var. Nos amis de là-bas s'étaient effacés pour faire battre le Gendarme du Capital par un radieal qui, une fois au pouvoir, aurait certainement agi comme Clemenceau lui-même. Ils ont donc subi un échec, leur tactique n'ayant pas réussie.

Charles Dumas apprécie plus haut les résultats généraux des élections sénatoriales, mais le cas Clemenceau, qui domine les élections du 3 janvier, est utile à examiner dans ce qu'il comporte d'enseignement pour notre action de demain, de tous les jours.

On peut, on doit même combattre Clemenceau, qui s'est déclaré l'ennemi irréductible des « unifiés», c'est-à-dire du Parti socialiste en dehors duquel il n'y saurait avoir de socialisme

On doit combattre Clemenceau, surtout comme représentant du capitalisme colonial et de l'aventure revancharde toujours possible avec lui.

Mais ce combat peut être livré de plusieurs façons. Il y a d'abord la manière anarchiste, enfantine et grotesque. L'anarchiste, se plaçant au même point de vue que la bourgeoisie régnante et que Clemenceau lui-même, ne voit dans l'Etat que le « flic » qui cogne dur et, au besoin, fusille. Pour lui la lutte de classes, c'est la lutte contre la police, contre la « rousse », la « mort aux vaches ». Les parlementaires, ce sont les Quinze mille (jadis on disait : les 25 francs). La Société se divise en deux classes : les arrivistes et les compagnons. Est arriviste celui qui n'est pas compagnon. Est compagnon celui qui déclame dans les réunions publiques et les groupes contre les « bouffe-galette », les politiciens.

Cette conception sociale primitive ne se distingue en rien de celle qui divise les hommes en bons et en méchants. Le bon, c'est nous. Le méchant, c'est notre voisin, le concurrent d'en face. L'anarchiste n'applique — et l'applique mal—que la méthode psychologique, idéaliste. Dans la Société il ne voit que les individus, une réunion de « moi » jouisseurs, exploiteurs. Il attaque les jouisseurs en attendant son tour. —

Pour l'anarchiste, Clemenceau est un monstre. C'est la Répression faite Homme. C'est la

Bête noire ou plutôt la Bête rouge.

Cette façon de combattre Clemenceau est la plus facile. On n'a qu'à reproduire le Clemenceau d'hier, lorsque, au nom de la « liberté individuelle », il attaquait les pouvoirs, tous les pouvoirs établis; lorsque, au nom de son « moi » dans l'opposition, il daubait sur les « moi » en place. Clemenceau, chef du Gouvernement, ancien directeur de l'Aurore, a prouvé, une fois de plus, que l'anarchiste est un autoritaire qui attend son heure.

En Espagne, les meilleurs préfets à poigne se recrutent parmi les anciens compagnons. Ceux qui remplacent la lutte de classes par la chasse au « flic » sont les modèles du genre lorsqu'ils s'y mettent. On n'a qu'à tourner « la barricade », à se mettre du côté où l'on cogne...

sur les anciens copains.

Il v a une autre manière de combattre Clemenceau : la manière combiste. On rend responsable le ministre en place de tous les méfaits, de toutes les catastrophes, survenues depuis que... Combes et ses amis n'y sont plus. La lutte de classes devient un moyen de changer le ministère. Mettez une Comb...inaison ministérielle nouvelle en remplacement du « Premier Flic », et tout ira à merveille. La crise économique, les grèves et les lock-out disparaîtront comme par enchantement. Finie la « gymnastique révolutionnaire ». Hervé luimême présentera les armes, ou se fera naturaliser vénézuélien et ira habiter Caracas où l'on a fait - pays idéal de la gymnastique révolutionnaire! - pendant cent ans cent quatre révolutions, plus d'une révolution par an. Et cela continue... Nous recommandons ce moyen de combattre Clemenceau à tous ceux qui révent portefeuilles, blocs et autres « participations ». Nous restons sectaires: nous ne « participerons »

Il y a une troisième manière de lutter contre Clemenceau: la manière socialiste, que l'on emploie assez rarement. On le considèr ecomme un représentant légitime des classes régnantes en régime capitaliste, comme un chef de Gouvernement auquel il est arrivé le malheur, un malheur qui rapporte 75.000 francs par an—et autre chose avec!— de présider à une crise économique des plus graves et aux inévitables conflits entre le Capital et le Travail.

Clemenceau — cela étonnera mon ami Sembat — a une conscience. Il a le sentiment du devoir professionnel. Il est payé pour garder la maison capitaliste et il aboie, il mord lorsqu'on s'en approche trop près, en rôdeur à mine suspecte Clemenceau n'est pas un Monstre. Mettez-vous à sa place et vous ferez de même, ou vous serez balayé sans retard par les gens

qui vous emploient.

Il est vrai que Clemenceau est un original. Superstitieux de son Moi, il a cru, une fois arrivé au pouvoir, qu'il suffirait d'un coup de chapeau ministériel pour apaiser les flots furieux de la tempête sociale. Il a été en personne sur les champs de grève. Il a parlé (luimême!) aux grévistes. Les grévistes lui avaient promis de se tenir tranquilles. Ils n'ont pas tenu parole. Clemenceau ne pardonnera jamais cela à la classe ouvrière. Un manquement à la parole donnée, fi donc! Pourtant, il doit savoir, par son expérience personnelle, qu'il n'est pas toujours commode de tenir parole, surtout lorsqu'on promet l'impossible et pour les autres.

Combattre Clemenceau, c'est critiquer sans cesse sa conception petite bourgeoise et individualiste - donc anarchiste! - de la société. Cette conception nous intéresse, car elle est, pour le moment, celle de l'immense majorité des Français. Elle considère la société comme une réunion d'individus qui sont malheureux parce qu'ils se conduisent mal, soit par égoïsme, soit par méchanceté. Eduquez d'abord l'individu, faites qu'il soit bon et noble, et alors - mais alors seulement! pourrez rêver une meilleure société. Clemenceau appartient à cette catégorie innombrable de sociologues-pions, qui considèrent les hommes comme des lycéens plus ou moins mal élevés, dont il s'agit de corriger les mœurs par tous les moyens, par la réforme-sucre ou par la fouet-prison. Clemenceau est un pion sévère, il emploie les deux systèmes de correction. Il ignore le premier mot du régime capitaliste, de la conception scientifique du socialisme qui s'en prend aux causes sociales et non aux effets individuels. Lui aussi ne voit dans le « révolté » que la bête rouge à châtier, à emprisonner et à fusiller. De même, les anarchistes, ses adversaires, se plaçant au point de vue individuel, psychologique, moral, ne voient que les bons ministres ou les méchants ministres, les hommes qui passent et non les choses qui restent. C'est pourquoi ils attaquent Clemenceau avec des armes primitives, prises dans l'arsenal de l'individualisme bourgeois. C'est pourquoi aussi ils sont battus d'avance.

Comme individualiste, Clemenceau cherche où est la classe ouvrière et ne la trouve pas! Il ne voit que des ouvriers. Dans la forêt, il ne voit que des arbres. Et les anarchistes ou les anarchisants, en dispersant, en éparpillant, en désorganisant les énergies ouvrières paraissent lui donner raison. Oui, en France la classe ouvrière n'existe qu'objectivement, comme fait économique et social. Elle n'est pas encore classe pour elle-même, par sa cohésion, par sa discipline de classe, par sa conscience, par son organisation. C'est une classe-poussière, que le premier vent de folie anarchiste peut soulever - jusqu'à un certain degré. Car les choses commencent à se modifier, lentement, mais sûrement. Niel et Latapie sont là pour en té-

Combattre Clemenceau, c'est organiser et éduquer la classe ouvrière. Combattre Cle-

chie, anarchie capitaliste ou anarchie tout court, fille légitime de la première.

Tout nouveau syndiqué, tout nouveau coopérateur, tout nouveau cotisant du Parti, c'est une balle tirée dans le camp clemenciste...

menceau, c'est, en un mot, combattre l'anar-

Dans ce combat, nous ne sommes pas condamnés à une abdication ridicule et à un échec certain, dans le genre de ceux que nous venons

d'éprouver dans le Var.

Jules Guesde, pour citer un de ceux qui a donné du fil à retordre aux compagnons, et qui souvent se plaît à éclairer d'un mot, comme d'une étincelle de foudre, une situation embrouillée à plaisir, a dit : « Faisons du socialisme et ne faisons pas toujours des « anti » ! (antialcoolisme, antipatriotisme, antimilitarisme, anticléricalisme, etc., etc.). »

A notre tour, nous disons: « Ne remplaçons pas le socialisme par l'anticlemencisme! »

Ch. RAPPOPORT.

## Houille blanche

On n'est pas très fixé sur les résultats que donnera en fin de compte l'électricité appliquée à l'industrie. Le problème est complexe et les données incertaines. Mais il est d'une telle importance pour l'avenir de la production que les savants et les ingénieurs s'en préoccupent partout; il est indispensable que les socialistes sachent, eux aussi, les chiffres auxquels se sont arrêtés les spécialistes.

Dans tous les pays du monde où il y a des cours d'eau rapides, des chutes, des torrents, on a commencé de les discipliner, de leur emprunter de la force pour faire marcher des machines et éclairer des villes.

Quelle est la quantité d'énergie électrique ainsi conquise à l'heure actuelle ? quelle est la quantité totale approximative que l'on en pourra tirer? Voilà des questions du plus haut intérêt pour l'avenir de la production industrielle et agricole de tous les pays.

Un savant allemand, Otto Meyer, a tenté d'y répondre, et il nous présente la statistique suivante dans son livre sur "La mise en valeur de la houille blanche et les principes juridiques du droit moderne qui la régissent". Malgré que cette statistique soit incomplète puisqu'elle ne nous renseigne que sur quelques pays d'Europe, elle offre cependant un intérêt de premier ordre.

Le chiffre de la première colonne indique, en chevaux-vapeurs, la quantité de force électrique utilisable dans chacun des pays cités lorsque les énergies disponibles en auront été

captées.

Celui de la seconde colonne donne le nombre de chevaux-vapeurs aujourd'hui tirés de la houille blanche ou verte et déjà utilisés pour l'industrie, la lumière ou les transports.

Norvège	7.525.000	301.100
Suède	6.750.000	200.000
France	5.524.000	1.190.800
Italie	5.500.000	464.400
Autriche	5.125.000	450.000
Empire allemand	1.667.650	503.500
Suisse	1.500.000	380.000
Hongrie	550.000	65.000

Il ressort de ces chiffres d'Otto Meyer que le 1/10 à peu près des forces électriques disponibles sont aujourd'hui bien utilisées dans les grands pays de l'Europe occidentale. Chacun sait d'autre part avec quelle fièvre les capitalistes des régions intéressées tentent d'accaparer toutes les sources de production électrique; aujourd'hui ils les détiennent presque toutes, et ils vont se hâter, naturellement de les faire produire. Il est facile de prévoir quels troubles seront ainsi apportés dans l'Economie générale du pays.

Pour s'en rendre compte un peu plus précisément demandons des renseignements, pour la France seulement, à un des ingénieurs officiels qui s'occupent exclusivement de ce problème. Nous les trouverons dans les Annales du Ministère de l'agriculture, fascicule 32, tome 1, page 110 et suivantes. L'ingénieur qui nous les donne est M. de la Brosse, attaché au service d'études des grandes forces hydrauli-

ques en France.

Il nous fournit de nombreux chiffres qui ne concordent pas avec ceux de Meyer; cela provient de la difficulté d'établir même approximativement les richesses que l'on tirera ultérieurement des forces hydrauliques, mais ces chiffres, sans être d'une absolue exactitude, peuvent cependant être soumis à nos réflexions.

D'après M. de la Brosse, pour rencenser les forces hydrauliques de la France, on peut réunir les départements en quatre groupes princi-

paux.

Le le groupe comprendrait les départements de la Haute-Savoie, Savoie, Isère, Hautes-Alpes. Ils peuvent fournir 1 million de chevaux d'étiage, (c'est-à-dire au moment où les eaux sont les plus basses).

Dans un 2º groupe, il fait rentrer les autres départements de l'Est, de la Drôme aux Alpesmaritimes et les 6 de la bordure pyrénéenne. Ils donneront 1.300.000 chevaux d'étiage.

Le 3° groupe rassemblerait les départements du Centre et 6 de l'Est ; on y trouvera 900.000 chevaux.

Le surplus du territoire ferait partie du 4°

groupe qui pourrait donner 1.400.000 chevaux.

Au total: 4 millions et demi de chevaux d'étiage. On se rappelle que Meyer donnait le chiffre de 5 millions et demi. Il semble qu'il y ait divergence assez sensible entre les statistiques des deux savants. Mais, écoutons M. de la Brosse.

L'estimation de 4.500.000 chevaux n'est pour lui qu'un minimum : " On peut utilement profiter des eaux surabondantes des saisons favorables représentées au moins par le régime moyen.... C'est à 9 ou 10 millions de chevaux-vapeurs qu'il faut évaluer les richesses hydrauliques efficaces de notre territoire..."

L'optimisme de M. de la Brosse est plus grand encore.

Comparant la puissance hydraulique de nos cours d'eau avec celle de notre outillage à vapeur, il n'hésite pas à déclarer que la première " peut satisfaire un ensemble de besoin bien supérieurs, parce que l'utilisation en est beaucoup plus complète ".

"La statistique des machines à vapeur comprend en effet une foule d'appareils à marche discontinue. Au contraire les forces hydrauliques permettent d'assurer des services permanents de 24 heures par jour, toute l'année pour les forces d'étiage, 6 mois par an pour les forces movennes"

Et la conclusion c'est que l'électricité pourra produire le double de ce que produit aujourd'hui la vapeur, " soit 60 millions de chevauxheures, au lieu de 30 millions de chevaux-heures".

Point n'est besoin d'insister sur l'éloquence de ces chiffres, même approximatifs. Plus que tous les trépidants de l'action directe, que les braillards et les démagogues, ils travaillent pour l'avènement du socialisme.

Marcel CACHIN.

## WWWWWWWWWWWW

# M. Vautour est prévoyant

Il n'est pas impossible que M. Caillaux mène à terme « son » impôt sur le revenu, qui n'est pas celui que les radicaux avaient promis et qui ne devrait pas être celui de certains socialistes. Si Gargamelle, « fille du roi des Parpaillots » porta « jusqu'à l'unzième mois » le fils de Grandgousier, l'enfant vint terriblement robuste et batailleur. La grande réforme ne semble pas, au contraire, devoir se mieux porter d'une longue gestation. Serait-ce la suprême tactique de parler si longtemps des réformes avant de les aborder, et surtout de mettre tant de mois ou d'ans à les réaliser, que ceux au préjudice desquels elles semblent faites puissent avoir le temps de se prémunir contre elles, de préparer à ces enfants tard venus de rudes langes qui les étouffe-

Tel est, pour le moins, le fait, et M. Vautour a pris et prend tous les jours ses précautions contre l'impôt sur le revenu; c'est surtout au détriment des commerçants, qui louent par bail, qu'il exerce sa prévoyance avec la plus d'évidence.

A certains, notamment aux hôteliers, il fait payer déjà jusqu'à l'impôt foncier, à tous l'impôt des portes et fenêtres. Quelle calamnité si, ces impôts abolis, étaient remplacés par un impôt sur le produit total des loyers! Les clauses des baux qui stipulent le remboursement des impôts actuels par les locataires tomberaient d'ellesmêmes et, au lieu d'un revenu net, le propriétaire n'aurait plus qu'un revenu rogné par le fisc. Ce serait la misère.

Mais M. Vautour s'est prémuni. Nous avons pu en juger par la lecture de nombreux baux. Nous avons vu dans l'un:

« Dans le cas où l'impôt des portes et fenêtres, ou la taxe des ordures, viendrait à être supprimé et serait remplacé par une nouvelle taxe imposée aux locataires, les preneurs seraient tenus de supporter ce nouvel impôt.

« En outre, il demeure convenu que si l'impôt ou la taxe supprimé, au lieu d'être remplacé par une nouvelle taxe ou un nouvel impôt mis à la charge des locataires, était remplacé par une augmentation d'impôts ou un nouvel impôt mis à la charge du propriétaire, M. X... devrait payer au bailleur, pendant toute la durée du bail, en sus du loyer, une indemnité égale à l'impôt des portes et fenêtres ou à la taxe dont il se trouverait déchargé. »

Voilà un propriétaire qui précise. Mais peu ont ce souci. Ils se contentent d'une clause cavalière et draconienne dans ce goût : « Au cas de changement de l'assiette de l'impôt, le preneur s'engage à payer annuellement au bailleur, en sus du loyer, une somme égale à la somme d'impositions qu'il lui remboursait au cours de l'année qui précédera le nouveau régime. »

Commerçants — messieurs les électeurs patentés! — vous voilà prévenus. Vous vous disiez peut-être : « Que les affaires aillent ou non, il faut toujours payer la patente. Avec le nouvel impôt, nous ne payerons au moins que suivant les bénéfices réalisés, et si nous payons beaucoup, c'est que nous aurons beaucoup gagné. Et le propriétaire paiera enfin sa part! »

Eh bien! vrai, non; relisez votre bail. C'est vous qui payerez encore les impôts de M. Vautour, dont le revenu est au-dessus de toute atteinte.

Et le plus beau de l'affaire, c'est que vous paierez sans protester. Ah! si, en sus de l'impôt sur le revenu de vos affaires, qui supprimera votre patente, on vous maintenait une taxe égale à celles que vous remboursez aujourd'hui à votre propriétaire, vous feriez une belle musique. Vous vous insurgeriez contre les législateurs, contre le percepteur. Vous ne vous insurgerez pas contre le propriétaire. Vous feriez peut-être la grève des contribuables. Vous ne ferez pas la grève des locataires.

Et n'espérez pas trop — à supposer encore que M. Caillaux ait une paternité heureuse — que d'habiles amendements vous garantissent contre les abus discrets glissés dans vos baux par ceux qui vous dispensent à prix d'or quelques mètres de facade sur nos rues.

Savez-vous pourquoi l'incompatibilité entre les fonctions législatives et les fonctions d'administrateur de Sociétés financières n'est pas encore déclarée? Mais parce que deux cent cinquante de nos parlementaires seraient atteints par cette loi. Or, vous êtes-vous demandé combien d'entre eux étaient propriétaires? Hé! n'est-ce pas pour réellement garantir la propriété individuelle que fut faite la Révolution de 89?

Nos codes, nos lois!... Codes et lois faits par des propriétaires ou des gens intéressés au régime de propriété individuelle! Qui fait la loi, la domine. Et vous ne voudriez tout de même pas, au surplus, que nos honorables se soient augmentés de 6.000 francs pour nous les rendre par le canal du fisc?

Ah! certes, il reste vrai que le principe de l'impôt, sera heureusement changé! Mais le fait de l'impôt, pour nombre de gens, pour tous si M. Vautour a le temps de se retourner, restera pareil. Voire même — et nous avons fait le compte de certains propriétaires — ils toucheront, sous le nouveau régime et grâce à leurs baux, des redevances supérieures à l'impôt personnel qu'ils auront à payer. En sorte que l'impôt sur leur revenu correspondra à une augmentation de leur revenu net.

Mais le principe, me crie-t-on! Ah, oui, le principe! J'y reviens. Les faits m'en avaient éloigné. Poser des principes, c'est très... radical, très commode. Mais toucher aux faits, c'est scabreux.

Et s'il reste plaisant de voir les radicaux impuissants à réaliser une loi fiscale vraiment réformatrice de l'impôt, loyale, audacieuse, prévenue et armée contre toutes les ruses, le spectacle est pénible de certains qui prétendent faire dépendre la fécondité de l'action du Parti, de la réussite ou de l'insuccès d'une loi de concessions et d'expédients; elle pourrait figurer au programme minimum d'un parti bourgeois, mais répugne aux exigences maxima que la classe ouvrière entend imposer aux possédants, en attendant de les déposséder.

MAYÉRAS.

## Au Jour le Jour

#### Pour nos étrennes.

Dans l'Humanité de samedi, notre collaborateur et ami Bracke, établissait fort judicieusement les responsabilités à propos de l'impéritie administrative, qui nous a valu pendant plusieurs jours, après la chute des neiges, un Paris d'une révoltante malpropreté.

Nos dirigeants, en effet, traitent la chair à contributions — directes ou non — comme le patronat traite la chair à profits, dans ses bagnes industriels. C'est dans l'ordre capitaliste.

Gageons, cependant, que si quelque tête couronnée nous avait fait annoncer sa visite pour le le janvier, les rues de la capitale se seraient trouvées nettoyées à fond en quelques heures!

#### Après le cataclysme.

Les marchands de morale à tant la ligne dénoncent avec indignation, les pillages commis dans les ruines des villes italiennes dévastées par une une formidable convulsion géologique.

par une une formidable convulsion géologique.

Nous savons déjà que certains « pillards » sont tout simplement des survivants du désastre, qui cherchent des provisions de bouche, à travers les décombres — et pour qui la nécessité de se nourrir passe avant le respect de la sacro-sainte propriété.

Quant aux autres, aux brigands authentiques...
Ma foi! on éprouverait plutôt quelque indulgence à leur endroit, en songeant que d'autres calamités non moins meurtrières, telles que : guerres, incendies, crises de surproduction et de mévente, krachs et panamas financiers de toute espèce, etc., ne sont pas sans emmillionner certains larrons de plus haute envergure!

#### Une muselière.

Des journaux parus lundi ont publié le texte d'un décret de M. le gouverneur de Madagascar — lequel n'est autre que M. Augagneur, le socialiste selon le cœur de MM. les bourgeois radicalisants — qui contient des dispositions fortement restrictues à l'égard de la liberté de la presse.

L'évènement n'a rien qui puisse nous surprendre.

Le « socialisme » tout à fait spécial des Briand et autres Gérault de même farine, a déjà donné sa mesure dans la métropole, en collaborant sans vergogne à la politique archiréactionnaire inaugurée par le parti radical au pouvoir. Aux colonies, où le contrôle parlementaire ne s'exerce que de fort loin et où l'opposition socialiste n'existe pas, ses excès de zèle ne connaissent plus de bornes.

#### Histoire et légende.

Il ne se passe presque pas de semaine, dans les informations de presse relatives à la question d'Orient où l'on ne voie surgir quelque conflit commercial ou financier.

Dernièrement, c'était une affaire de tarifs douaniers entre la Turquie et la Bulgarie; actuellement, c'est un traité commercial qui n'aboutit pas entre l'Autriche et la Roumanie, à propos de l'importation du bétail; périodiquement, c'est le boycottage des marchandises d'un pays et les représailles qui s'ensuivent...

Telle est, presque toujours, la préface des « pages glorieuses » de l'histoire des nations. Et l'on comprend alors pourquoi les éducateurs de la jeunesse, au lieu d'enseigner crument tous ces faits, s'efforcent de les masquer par des récits plus ou moins héroïques, décorant du beau nom de patriotisme et d'honneur national tous ces maquignonnages et toutes ces rivalités d'appétits financiers.

#### La routine.

On lit dans Paris-Journal:

« Malgré la hardiesse et la perspicacité de son génie, Napoléon I<sup>or</sup> ne croyait pas que les bateaux à vapeur pussent jamais naviguer sur les mers. M. Thiers traîtait de simple joujou le chemin de fer de Paris à Saint-Germain. De même le préjugé et cette forme de la contemplation satisfaite qu'on appelle la routine, nous ont fait proclamer longtemps que le plus lourd que l'air ne saurait ni s'élever ni se mouvoir sans aucun point d'appui terrestre...»

De même, ajouterons-nous, on ne croit pas à la possibilité du régime collectiviste et, cependant, l'avènement de ce régime est d'autant plus certain qu'il ne dépend pas du génie d'un inventeur, mais que ses éléments existent déjà dans la Société capitaliste.

Paul GRADOS.

#### WWWWWWWWWWWWWWWWWWWWW

## LE PROBLÈME COLONIAL EN BELGIQUE

L'annexion des immenses territoires du Congo à la Belgique a plutôt l'air de celle du royaume belge au Congo. Et cela non seulement parce que le Congo dépasse quatre-vingt fois la Belgique, mais aussi par les charges écrasantes d'un milliard que cette annexion, idée favorite du roi de toutes les Cléo au service du capitalisme belge, imposent à ce petit pays, sans compter les complications internationales qui en peuvent résulter.

Le Parti ouvrier a énergiquement combattu cette annexion. Cependant Emile Vandervelde a fait des réserves que nous avouons ne pas bien comprendre. Car lui aussi se déclare anticolonial, et a voté, lui

aussi, contre l'annexion.

L'annexion est un fait accompli. Il s'agit maintenant de régler la note. Le Parti ouvrier a convoqué un Congrès extraordinaire où la question a été discutée à fond. Comme cette question a un intérêt international, nous donnons ci-dessous une analyse du débat très instructif.

Trois thèses ont été défendues: 1º l'abandon pur et simple du Congo, ou la thèse anticoloniale; 2º l'internationalisation, proposée par Hector Denis, identique à la solution du problème marocain suggérée par Jaurès et Vaillant à la Chambre française; 3º le réformisme colonial de Vandervelde, qui ressemble au droit colonial dont Rouanet et ses amis ont voulu nous gratifier à Stuttgart et que le Congrès à repoussé.

Les raisons des anticoloniaux sont, pour la plupart, d'ordre pratique. Le Congo absorberait des sommes colossales dont nous avons besoin pour les réformes. Tout le monde est d'accord pour repousser le budget colonial. Tout le monde reconnaît également le caractère odieux de la colonisation! A ce sujet Hector Denis a dit;

La politique coloniale, dans son expression capitaliste, est inscrite d'une manière terrible et accusatrice dans le budget. Le travail forcé est la source principale des revenus de la colonie. 16.881.000 fr. 36 proviennent directement de la vente du caoutchouc, de l'ivoire, du copal — de l'exploitation du domaine privé de l'État, c'està-dire du travail forcé; le budget des dépenses prévoit pour la rémunération des indigènes 2.877.500 francs. Il semble que l'on ait voulu, sous sa forme la plus brutale, inscrire au premier budget la théorie de la plus-value de Marx, sous sa forme la plus cynique.

Sans repousser la demande toute théorique de la protection internationale des indigènes, Vandervelde oppose à la thèse de Denis, qui a eu au Congrès un succès d'estime, des considérations très justes :

S'il s'agissait, dit-il, d'un établissement pacifique sans esprit de conquête, pour mettre en valeur toutes les richesses du monde, qui s'opposerait à cette pénétration socialiste? Bebel et Jaurès l'ont soutenue dans une pensée civilisatrice.

Mais la colonisation capitaliste ne peut avoir d'idées de désintéressement. Les capitalistes sont plus sauvages chez les sauvages que les indigènes! Nul ne pourrait combattre ici la pénétration humaine et civilisatrice. (Applaudissements.)

La première thèse, défendue éloquemment par Hector Denis, me trouve grandement d'accord avec elle. Mais Hector Denis n'a-t-il pas défendu la colonisation capitaliste internationalisée? (Pro-lesiations.)

Nous ne pouvons pourtant pas supprimer le

régime capitaliste du jour au lendemain.

Ce qui vaut mieux, c'est la thèse éloquente d'Émile Royer — la Belgique administrant le Congo avec le concours financier et sous la tutelle des puissances — et je suis pleinement d'accord avec remile Royer.

Ce sont les objections que nous avons opposé à Stuttgart à l'idée utopique du droit colonial en plein régime capitaliste. Mais pourquoi faut-il que notre ami Vandervelde s'abandonne lui-même en donnant dans le piège du réformisme colonial. Certes, il a pleinement raison lorsqu'il dit:

Oui, je veux lutter contre la tuberculose en Belgique, mais aussi contre l'affreuse maladie du sommeil qui dévaste une race.

Oui, développons nos institutions hospitalières, mais vous ne m'empêcherez pas de songer à l'hôpital où un agonisant eut trois doigts enlevés par des rats! (Bravos).

Non, ma patrie ne s'arrêtera pas à la frontière; vous voulez pratiquer une sorte de nationalisme.

Et la thèse de nos amis Anseele et de Volkaert, qui opposent les souffrances du prolétariat belge à celles des nègres, nous paraît trop terre-à-terre et injuste. L'émancipation du prolétariat européen sera la fin des brigandages coloniaux et le commencement de la délivrance des races dites inférieures.

La thèse de Vandervelde fut mieux combattue par un délégué qui lui a tenu le raisonnement suivant :

Quelle doit être l'attitude des mandataires socialistes devant la politique coloniale?

L'annexion est le fait accompli.

On a dit: Il y a beaucoup à faire pour la misère des noirs! Que pouvons-nous attendre d'un gouvernement clérical ou bourgeois, sinon l'instauration du régime capitaliste, c'est-à-dire l'assujettissement des noirs?

Certes, il y a là-bas des souffrances atrocés. Mais naïf ou dupe qui croirait que l'argent que les capitalistes nous demanderaient pour le Congo irait à l'amélioration du sort des noirs! Voyez-les à l'œuvre en Belgique, avec leurs stupides lois de façade! L'argent belge au Congo, servira à instaurer le régime capitaliste.

Nos mandataires devront-ils voter contre toute

toute dépense au Congo?

Oui

On dit : il faut outiller le Congo, il faut abolir le travail forcé.

Et l'on veut nous demander 150 millions pour faire œuvre de civilisation au Congo.

Redoutons l'engrenage.

C'est le vrai point de vue. Il faut éviter, coûte que coûte, l'engrenage où l'on veut nous entraîner, sous le prétexte fallacieux de civilisation et de réformes. De Brouckère, qui a combattu éloquemment la thèse de Vandervelde, a, par voie d'interruption, proposé ironiquement à ceux qui attendent le salut de l'internationalisation du colonianisme, de s'adresser plutôt, pour protéger les indigènes, au Bureau international de Bruxelles.

Après un débat passionné et très instructif, auquel présidait la cordialité socialiste la plus touchante, on a adopté la résolution suivante, proposée par les contradicteurs de Vandervelde et par ce dernier luimême:

Vu l'ordre du jour du Congrès international de Stuttgart, de 1907 :

Le Congrès confirmant son opposition irréductible à la politique coloniale (amendement Vandervelde : capitaliste), et constatant l'accord unanime pour repousser le budget du Congo;

Estime qu'il est du devoir du parti socialiste et de ses mandataires de ne pas se désintéresser des questions congolaises et qu'ils ont, sur ce terrain, comme sur tous les autres, le devoir de dénoncer les abus, de signaler les dangers, qu'ils ont spécialement à prendre la défense, vis-à-vis du capitalisme exploiteur, des indigènes comme des travailleurs blancs, et d'exiger des réformes pour améliorer leur sort; qu'ils ont à laisser aux partis bourgeois la responsabilité entière des conséquences de l'annexion, faite aux conditions les plus onéreuses et à exiger que le fardeau des dépenses soit supporté par ceux qui profitent de l'exploitation des indigènes;

S'en remet à la vigilance des mandataires socialistes pour ne point laisser différer, sous prétexte colonial, des réformes réclamées par la classe ouvrière belge et pour aider, notamment, par le développement du contrôle international, à tout ce qui peut augmenter leur autonomie et préparer leur retour à l'indépendance.

> Vandervelde, Destrée, Royer, Anseele, de Brouckère, Debacker, de Meulemeester, Camille Huysmans.

Quelques camarades n'ont pas trouvé la la résolution assez nette et catégorique. Pour dissiper toute équivoque, Destrée, député de Charleroi, a prononcé des paroles mettant les choses au point.

Il faut, dit-il, des solutions nettes! Et l'ordre du jour les renferme.

Il faut affirmer que le Parti ouvrier reste irréductiblement hostile à la politique coloniale.

C'est dans l'ordre du jour.

N'est-ce pas clair?

Vandervelde veut ne condamner que la politique coloniale capitaliste.

Nous ne sommes pas d'accord avec lui.

Nous condamnons toute politique coloniale. Il n'y a que la politique coloniale capitaliste. Et nous la réprouvons, ne la concevant pas sous une autre forme.

Le Congrès se prononcera sur ce point entre Vandervelde et nous.

Est-ce clair?

Pour le budget colonial, notre texte enregistre l'accord unanime pour le repousser.

Est-ce net?

Vandervelde a retiré son amendement. Et la résolution fut votée à la quasiunanimité. Le colonianisme « socialiste » a été repoussé, une fois de plus, par les représentants du prolétariat socialiste. Le réformisme colonial, comme le réformisme tout court, se heurte à la même barrière capitaliste, infranchissable en dehors de la Révolution sociale.

Ch. R.

## 

## Le Chômage en Angleterre

Chaque année, lorsqu'on se plaint au Parlement du nombre croissant des sans-travail, le Ministre, quel qu'il soit, chargé de répondre soutient, à l'aide de statistiques compliquées, que, réellement, il ne pense pas que la situation soit grave. La Chambre ou le Parlement, rassurés, passent à l'ordre du jour et à un autre ordre d'exercices, et la misère, comme la séance, continue.

C'est ce qui est arrivé, une fois de plus, au Parlement anglais, lors de la dernière discussion sur le chômage. Aux chiffres énoncés par Keir-Hardie, John Burns en a opposé d'autres, en terminant la discussion par cet argument que si ces premiers chiffres étaient exacts, il ne comprenait pas comment la classe ouvrière pouvait supporter un tel état de misère. Il ne devrait pas ignorer, en qualité d'ancien agitateur ouvrier, que la classe ouvrière a une capacité illimitée pour la souffrance et la misère et que, plus elle souffre, plus elle est soumise. John Burns a ajouté que si les ouvriers étaient plus économes et buvaient moins, leur situation serait prospère.

Il est intéressant, après ce reproche bien senti, de constater que la misère est, cet hiver, d'une gravité exceptionnelle, et cela, d'après l'aveu même des sociétés de secours.

Il existe à l'heure actuelle, à Liverpool, d'après le rapport d'une société centrale de secours et de charité, une augmentation de plus de 64 %, sur le nombre des ouvriers sans travail et miséreux pendant l'année précédente. Cette augmentation comprend toutes

les classes, spécialement les ouvriers des docks, de l'industrie du coton et du fer. Le total des cas individuels dont la société s'est occupée, 9.275, est le plus haut que l'on ait atteint depuis l'année 1893, et de ces 9.275 cas, 2.257 se sont présentés dans les quatre dernières semaines de l'année.

Le chômage a commencé à se faire sentir en avril, mais il n'a atteint son apogée qu'en octobre et il a continué depuis. La société énumère les secours qu'elle a distribués et donne la statistique suivante, qui présente un grand intérêt:

iteret.			
Métiers —	Année 1907 8	Année 1906-7	Augmen- tation
Dockers	2.313	875	1.438
Ouvriers du coton et	oo.		
de métiers connexes.	2.188	1.276	912
Charretiers	465	265	200
Ouvriers mécaniciens.	187	126	67
Ouvriers du fer	260	122	138
Industrie maritime	170	78	92
Matelots	549	439	110
Ouvriers du bâtiment	890	570	320
Employés	55	40	35
Autres	2.019	1.778	241
Fausses adresses	179	79	100
	9.275	5.642	3.633

De cette statistique, il résulte que, dans une cité comme Liverpool, centre du commerce maritime et textile, ce sont les ouvriers des docks qui ont le plus souffert, ensuite les ouvriers textiles. Les autres métiers ont souffert en proportion de leur nombre.

Si l'on regarde maintenant ce qu'a pu faire cette société, on voit qu'elle a distribué cette année un peu plus de 100.000 francs, le double de l'année dernière. Voilà ce qu'a pu faire la charité privée qui cherche à se mesurer avec le colosse misère. Ce qui prouve qu'elle est impuissante, malgré les bonnes intentions dont elle est pavée, c'est que la misère et le chômage continuent à Liverpool.

D'ailleurs, comme l'ont déjà dit et répété les sans-travail à Londres et ailleurs, ce n'est pas la charité qu'ils demandent, mais une organisation du travail qui rende impossible le retour périodique d'une pareille détresse.

C. BONNIER.

## \*\*\*\*\*\*\*\*\*

## LA NOUVELLE SITUATION

DE LA BULGARIE

Cette étude a été publiée dans la revue du Parti social-démocrate bulgare, le Temps nouveau. Comme elle diffère. Sur certains points, de la manière de voir que j'avais exprimée comme délégue de la faut Bureau Socialiste International, je me fais un devoir d'en donner connaissance aux lecteurs du Socialisme, qui auront ainsi l'opinion de notre Parti.

S. AVRAMOFF.

Tandis que le Parti maître du Pouvoir en Bulgarie observait une certaine réserve à l'égard de la Révolution turque, les idéologues de la grande bourgeoisie bulgare, au contraire, exprimaient bruyamment leurs sympathies pour les « jeunes Turcs » et réclamaient une alliance avec eux pour la réalisation de « l'idéal national », c'est-àdire l'autonomie de la Bulgarie.

Les uns et les autres se méprenaient sur le caractère de la Révolution turque. Non seulement le Parti Jeune Turc n'établit pas l'état nouveau qui devait se baser sur la fédération des diverses nationalités autonomes et sur le suffrage universel direct, égal et secret, mais il renouvela la politique de main-mise de la minorité musulmane sur les autres populations en majorité dans l'em-pire ottoman. Dans ces conditions, la réalisation de l'indépendance bulgare par l'alliance avec les Jeunes Turcs était une impossibilité. L'« idéal national » bulgare se heurtait à l' « idéal national » jeune turc : il ne fallait qu'une occasion pour que cette incompatibilité apparût dans tout son relief. Cette occasion était d'ailleurs recherchée des deux côtés. Une fois trouvée, elle créa une situation nouvelle, tant pour la Bulgarie que

pour la Turquie et toute la péninsule balka-

Le Parti Jeune Turc, animé d'aspirations panottomanes, d'un nationalisme étroit, fit une tentative pour les réaliser en cherchant à rétablir les droits de souveraineté de la Turquie sur la

Le gouvernement turc refusa de reconnaître les attributions diplomatiques du représentant de la Bulgarie à Constantinople, alors que la Turquie les avait reconnues depuis longtemps, ce qui impliquait la reconnaissance de l'indépendance bulgare.

Cet acte fut accueilli d'une manière toute différente par les politiciens bulgares de la grande bourgeoisie et ceux de la petite bourgeoisie. Les uns réclamèrent la proclamation de l'indépendance comme réponse à l' « humiliation » subie par leur pays; les autres considérèrent qu'il s'agissait d'une simple querelle « pour manger du riz à la table turque » et qu'il serait facile d'aplanir.

Le gouvernement démocratique, représentant de la petite bourgeoisie, ne savait quel parti prendre. Il attendait une indication d'en haut, de celui à qui elle avait remis le pouvoir, — du prince. Celui-ci, de retour en Bulgarie, proclama l'indépendance du royaume.

Par la proclamation de l'indépendance, une situation tout à fait nouvelle fut faite à la Bulgarie et à toute la péninsule balkanique. Une ère nouvelle s'ouvrit pour l'histoire de ces pays; les fondements d'une nouvelle politique furent jetés.

Tout d'abord, un nouvel Etat, possédant les conditions requises pour s'élever au rang de ses voisins, fut créé dans les Balkans.

La bourgeoisie bulgare rêve, depuis longue date, l'annexion de la Macédoine, des trois arrondissements bulgares donnés à la Serbie par le traité de Berlin (1879), Niche, Pirot et Vrania, et de la province de Drobudja donnée à la Roumanie par ce traité.

Ce rêve devenait réalisable par la rupture des liens de vassalité attachant la Bulgarie à la Turquie et par la formation d'un Etat indépendant.

A la vérité, la Bulgarie pouvait être considérée déjà comme indépendante, puisqu'elle avait réussi à passer des traités de commerce et à accréditer des agents diplomatiques auprès de tous les Etats européens. Mais cette indépendance de fait était subordonnée au bon vouloir des grandes puissances.

Celles-ci, jusqu'en juillet dernier, regardaient la Bulgarie comme un facteur important de la péninsule, par lequel le capitalisme européen s'introduirait dans la Turquie. Chacun sait combien les différents agents de la bourgeoisie européenne qui visitaient la Bulgarie la louangeaient, l'appelant « le Japon des Balkans » ou « la Prusse des Balkans », ou encore « le pionnier de la civilisation dans la péninsule ». L'armée bulgare était comparée aux meilleures troupes d'Europe. Dans ce dithyrambe, les agents de la bourgeoisie française et anglaise se distinguaient. Cette attitude s'expliquait par les intérêts capitalistes considérables engagés par les grandes puissances en Bulgarie et par la concurrence qu'elles se faisaient dans ce pays. C'est pour les mêmes raisons qu'un accueil favorable fut fait par l'Europe au geste d'indépendance du prince

De leur côté, plus les idéologues de la bourgeoisie bulgare adoptaient le point de vue du capitalisme international, plus ils comprenaient la nécessité du développement industriel de leur pays et plus ils sentaient que la politique bienveillante des puissances à l'égard de la Bulgarie pouvait être modifiée à tout moment, ce qui risquait de supprimer l'indépendance acquise en fait. C'était là un grave sujet d'inquiétude non seulement pour la bourgeoisie bulgare, mais aussi pour son auxiliaire, le prince. Les intérêts dynastiques de ce dernier exigeaient une situation nette du royaume à l'égard des autres Etats. Il y avait donc pleine harmonie entre les aspirations du capitalisme bulgare et celle de la monarchie. D'autre part, l'expérieuce des événements politiques antérieurs indiquait que la Turquie, contrainte de tolérer l'indépendance bulgare, profiterait de la première occasion pour la supprimer, et cette menace exerçait une influence défavorable sur le développement capitaliste de la Bulgarie.

Lorsqu'éclata la Révolution turque, la politique des puissances européennes changea brusquement. La première, l'Angleterre, qui avait

encouragé l'indépendance de la Bulgarie à l'égard de la Turquie, de l'Allemagne et de la Russie, qui avait même cherché à détacher la Macédoine de l'empire ottoman, s'efforça de créer une Turquie « rajeunie », susceptible de seconder ses intérêts en Asie Mineure et aux Indes. Non seulement, elle cessa de soutenir la Bulgarie, mais elle se déclara hostile à ses aspirations. A l'heure actuelle, elle emploie tous ses efforts pour assurer le régime « libéral » en Turquie, dans l'espoir que celle-ci, renouvelée politiquement, sera une barrière à l'Autriche, à l'Italie, à la Russie en marche vers Salonique et Constantinople. Cette barrière s'opposera même aux Etats balkaniques qui, comme la Bulgarie, cherchent à élargir leurs frontières du côté de la Turquie. L'Angleterre verra-t-elle un jour la Turquie jouer le rôle d'un « Japon dans l'Orient européen »? C'est sans doute une question prématurée. Quoi qu'il en soit, un fait demeure acquis, c'est qu'elle menace de ses foudres quiconque porte ombrage au prestige de la Jeune Turquie. Elle est, d'ailleurs, secondée par son alliée, la France, et par l'impuissance actuelle de la Russie.

Ainsi se trouve sérieusement compromise l'indépendance de la Bulgarie.

La Jenne Turquie se déclare hostile à cette indépendance, qui risque d'être transformée en une vassalité. Il n'en faut pas plus pour que le développement économique de la Bulgarie soit compromis. La bourgeoisie bulgare ne peut échapper à ce danger qu'en maintenant son autonomie.

La social-démocratie se montre toujours favorable à tout ce qui contribue au développement des forces productives et, dans les pays arriérés, comme la Bulgarie, ce développement n'est possible que par celui du capitalisme. Pour le progrès de la production capitaliste, des débouchés sont indispensables. Se procurer des marchés nationaux et internationaux est la première nécessité qui s'impose au capitalisme. Plus le territoire national est étendu, plus les marchés sont ouverts et plus sont favorables les conditions du développement de la production capitaliste. De même, lorsque le capitalisme progresse dans un pays, la bourgeoisie de ce pays éprouve fortement le besoin d'assurer l'indépendance nationale.

Pour 'ces raisons, on comprend l'importance que présentait la proclamation de l'indépendance bulgare, au point de vue purement économique, et l'intérêt qu'offrait cette question pour la lutte de classe prolétarienne.

La proclamation de l'indépendance de la Bulgarie opéra la fusion de la Bulgarie du Sud avec celle du Nord, créa pour cette dernière des conditions favorables de développement économique et, par suite, améliora le terrain de lutte du prolétariet de ce pays

létariat de ce pays.

Les aspirations de la bourgeoisie bulgare, tendant à la réunion de tous les bulgares en un seul Etat, sont donc en concordance avec les conceptions de la social-démocratie. Par contre, celle-ci n'est nullement d'accord avec la bourgeoisie quant aux moyens qu'elle emploie pour réaliser l'unité

En proclamant l'indépendance de la Bulgarie, on a rompu les liens de vassalité envers la Turquie, mais on a laissé d'autres liens beaucoup plus solides, nous voulons parler de la dépendance envers les nations européennes, particulièrement envers la Russie.

Il est vrai que la lutte nationale engagée il y a 20 ans contre la Russie par la bourgeoisie bulgare a distendu ces liens de vassalité. Néanmoins, dans la petite bourgeoisie des villes, parmi les paysans, subsistent des préjugés à l'égard de la « bienveillance » de la Russie. Des groupements politiques, tels que les nationalistes, les libérauxprogressistes, les radicaux-démocrates et leurs frères les soi-disant socialistes « larges » (1), ainsi que les démocrates au pouvoir, entretiennent ces préjugés au nom d'une prétendue « solidarité slave ». Toutes les fois qu'un des groupements politiques ci-dessus a détenu le pouvoir, la Russie s'est immiscée dans les affaires bulgares. Cette immixtion a toujours été le plus grand obstacle au développement politique et économique de la Bulgarié. C'est une raison particulière pour la social-démocratie bulgare de lutter contre l'in-

<sup>(1)</sup> Ce terme correspond à la désignation des socialistes indépendants de France. N. D. L. R.

fluence russe. Là encore, la social-démocratie marche parallèlement avec les fractions bourgeoises s'opposant aux intrigues du tzarisme.

Vassale de la Russie, la Bulgarie l'est plus encore du capitalisme européen. Les pays balkaniques semblent destinés à être transformés en colonies de l'Europe.

L'assujettissement économique de ces pays envers les grandes puissances est plus redoutable pour eux que le joug ottoman.

Le royaume indépendant de la Bulgarie a pu être salué avec joie par la bourgeoisie qui y voyait une protection de ses intérêts; mais l'indépendance a eu pour contre-coup un changement d'attitude des puissances, comme nous l'avons déjà fait remarquer, et, par suite, elle a créé à la nation bulgare des difficultés toutes particulières, qui seront une entrave à son développement social.

Par conséquent, il est certain que la Turquie et les Etats balkaniques ne pourront s'affranchir de leur vassalité qu'en constituant une unité nationale sous la forme d'une fédération démocratique.

Après la révolution turque, le moment était des plus favorables à la formation d'une République fédérative dans les Balkans, basée sur l'autonomie des nations. Or, nous avons vu se réaliser justement le contraire. Nous voyons le parti jeune-turc se griser du vieil idéal pan-ottoman, cherchant un point d'appui dans les puissances européennes et mettant ainsi la Turquie dans la dépendance la plus absolue. D'autre part, les Etats balkaniques font de même, créant ainsi eux-mêmes des obstacles à leur unité nationale.

Il est hors de doute que les difficultés de formation d'une Confédération balkanique sont aggravées par les intérêts particuliers des dynasties qui ne sont pas toujours identiques à ceux des Etats. Mais dans certains pays, notamment en Bulgarie où la bourgeoisie a besoin de l'appui de la monarchie pour l'expropriation plus rapide et plus sûre du prolétariat, où la démocratie petit-bourgeoise est incapable d'une initiative révolutionnaire, où la social-démocratie est encore faible et impuissante, il y a harmonie complète entre le capitalisme et le monarchisme, de telle sorte que ce n'est ni de l'un ni de l'autre qu'on peut attendre l'unité nationale des peuples balkaniques.

Cette unité se fera par la force des choses.

Déjà, l'indépendance de la Bulgarie a eu pour conséquence la mise en œuvre de toutes les ressources de ce pays. Elle a déterminé l'augmentation des forces militaires, auxquelles s'ajoutera sans doute une marine nationale. Le mode moderne de production capitaliste grandira et bientôt, dans la poussée de son développement, elle rencontrera la Turquie, peut-être vraiment rajeunie, avec laquelle elle devra engager une lutte à mort.

Quoi qu'il advienne, la nouvelle politique dans laquelle s'est engagée la Bulgarie, après la proclamation de son indépendance, est pleine de dangers pour elle. Elle ne pourra réellement assurer l'autonomie nationale sans écraser au préalable la Turquie et sans avoir, de plus, la force nécessaire pour résister à ceux qui viendraient à intervenir dans son conflit avec l'empire ottoman.

On parle il est vrai d'une alliance avec la Turquie, mais cette alliance ne serait possible qu'avec l'assentiment des grandes puissances et il est chimérique de l'espérer.

Dans ces conditions, la Bulgarie ne peut prétendre conquérir son indépendance nationale complète que par deux moyens : pacifiquement, par la voie de la Confédération balkanique, ou brutalement, en passant sur le cadavre de la Turquie.

Ce dernier moyen étant au dessus des forces de la Bulgarie, la social-démocratie, en préconisant le premier — la République fédérative dans les Balkans — apporte l'unique solution du problème.

Les social-démocrates ne se font d'ailleurs aucune illusion sur l'accueil réservé par la bourgeoisie bulgare à leur proposition et, de plus, ils se savent encore trop faibles pour imposer leur politique avec l'appui du prolétariat.

C'est seulement quand le capitalisme aura produit tous ses effets dans les Balkans que le prolétariat pourra grandir en conscience et exercer sa pression sur les dirigeants.

Pour le moment, la tâche de la social-démocratie ne peut donc consister qu'à éclairer les travailleurs par une vive critique, à développer leur conscience de classe et à les imprégner de la doctrine du socialisme international.

Du reste, les prolétaires ne tarderont pas à ressentir les conséquences de la nouvelle politique du royaume indépendant, cette politique signifiant augmentation des impôts, renchérissement du coût de la vie, renforcement du militarisme, restriction des droits et libertés pour les travailleurs.

Ainsi grandira le rôle de la social-démocratie: propagande intense dans les masses prolétariennes, organisation et éducation de ces masses. Ce rôle d'instituteur et de recruteur du prolétariat, elle le remplira avec un inépuisable dévouement.

## 

## BIBLIOGRAPHIE

Syndicalisme et Démocratie. — Édouard Cornely, éditeur, 101, rue de Vaugirard, Paris. — Prix : 2 francs.

M.C.Bouglé qui vient, je crois fort, d'être chargé d'un cours à la Sorbonne, a recueilli en un petit volume toute une série d'articles sur le Syndicalisme qu'il a publiés soit dans La Dépèche de Toulouse, soit dans La Revue de Métaphysique. De ces articles il en est de récents, il en est de plus vieux. Ce ne sont peut-être pas les moins intéressants. Ecrits dans la fumée des batailles, ils prennent, aujourd'hui que l'horizon s'est éclairci, un relief saisissant et leur valeur d'impressions en est singulièrement accrue. Je recommanderai surtout à ce point de vue les articles sur les Syndicats et le Parti, ils nous montrent un adversaire qui ne manque pas de clairyoyance. C'est ainsi qu'au lendemain du Congrès de Limoges, M. Bouglé écrivait à propos du débat sur les syndicats. « Guesde avait pour lui la tradition, « son prestige personnel, son éloquence incomparable, sa fatigue même qui rendait ses « efforts encore plus pathétiques, Guesde fut « cependant battu, Guesde fut « minorisé ». Guesde « fut minorisé par une coalition. La coalition de « ceux qui, avant-hier, constituaient l'extrême « droite et de ceux qui, depuis hier, constituent « l'extrême gauche du parti socialiste. Coalition « des réformistes à la Jaurès et des syndicalistes « à la Hervé. » C'est là, dira-t-on, de l'histoire bien ancienne et que tout le monde connaît. Sans doute, aujourd'hui, mais cela fut écrit le 1" no-vembre 1906.

Dans un long article, M. Bouglé expose avec beaucoup de netteté la thèse du Syndicalisme, ses prétentions corporatives et sa tendance décentralisatrice. Il nous faut bien reconnaître que la critique qu'il lui oppose est assez superficielle. Il ne va pas, tant s'en faut, au fond du problème. Il sent trop qu'il n'y a que le collectivisme qui pourrait répondre avec assez de force pour dissiper, au nom de son implacable logique, l'utopie réactionnaire du corporatisme syndicaliste, car M. Bouglé n'ignore rien des principes et du but du collectivisme et il est même un des très rares adversaires bourgeois du Socialisme qui aient parfaitement compris le marxisme; mais, comme il a pris soin de nous en avertir lui-même, il a pris parti dans la mélée sociale et ce n'est pas de notre côté. M. Bouglé est solidariste. Qu'est-ce à dire? Est-ce du récormisme tout simplement? L'auteur le donne quelquefois à entendre mais ce n'est pas très sûr. Ge ne sont toujours pas les articles recueillis sous le titre: « Logique solidariste » qui éclairciront la doctrine et le programme et préciseront le but. Faire entendre aux prolétaires syndiqués des paroles de prudence et de sagesse c'est très bien, mais je ne sache pas que ce soit un monopole exclusif du solidarisme. Les collectivistes abhorrés s'y essayent quelquefois non sans succès.

Quoi qu'il en soit, l'ouvrage ne manque pas d'intérêt et plus d'un de nos amis aimera à parcourir ces pages et à noter les jugements portés sur nous par un adversaire avisé et averti.

Charles DUMAS

## L'Action Sociale

#### A L'INTÉRIEUR

Les élections sénatoriales.

Bien que déjà connus de nos lecteurs, nous croyons devoir indiquer les résultats obtenus par le Parti socialiste aux élections du 3 janvier (premier tour de scrutin):

Dans la Seine: Veber, 119; Meslier, 97; Willm, 94; Landrin, 93; Deslandres, 92; Robillard, 89;

Camélinat, 84; Walter, 81; Marin, 80 et Thomas' 78 voix (Votants 931).

Dans le Pas-de-Calais: Evrard, 224; Beugnet, 214; Merlin, 197; Leroux, 196; Desmets, 190 (Votants 1.925).

Dans le Puy-de-Dôme : Gilbert Conchon, 199 voix (Votants 1.100).

Dans les Pyrénées-Orientales : Bibaulet, 30; Manalt, 17 voix (Votants 481).

Dans la Seine-Inférieure, les candidats socialistes ont obtenu une vingtaine de voix sur 1.470 votants.

Dans la Somme: Dutilloy, 68; Lecointe, 38; Hazemann, 26: Rosselin, 22 (Votants 1.300).

Dans Vaucluse: Chave, 65; Millet, 29 voix (Votants 442).

En Saône-et-Loire: Hasson, 100; Lardy, 93; Chambasse, 89: Charut, 84; Lechen, 84 voix (Votants 1.267).

Les Fédérations de Seine-et-Oise, Tarn, Var, Haute-Vienne, Yonne et Bouches-du-Rhône, n'avaient pas présenté de candidats.

#### La grève des « boueux ».

La neige abondante tombée la semaine dernière a fait de Paris en véritable cloaque et appelé l'attention des plus indifférents sur le conflit engagé, depuis le 17 décembre, entre 1.500 charretiers chargés de l'enlèvement des ordures ménagères et leurs exploiteurs.

Ceux-ci touchent de la ville de Paris, 4 fr. en moyenne par charretier, mais se gardent bien de remettre un salaire équivalent à leurs ouvriers. C'est pour obtenir l'intégralité de ce misérable salaire que la grève a été déclarée.

Les grévistes en ont appelé à l'arbitrage de la Commisssion municipale. Les entrepreneurs ont repoussé cet arbitrage. Pour les en récompenser l'Administration préfectorale a mis à leur disposition les cantonniers municipaux. Mis en demeure de choisir entre la révocation immédiate et la besogne de briseurs de grève qui leur était imposée, les municipaux ont fléchi et consenti à remplacer les grévistes. Ce qui est infiniment regrettable.

#### Les Congrès des Fédérations.

La Fédération des Côtes-du-Nord s'est réunie en Congrès, à Dinan, le 20 décembre dernier, sous la présidence du citoyen Poisson, délégué permanent.

Le groupe de Saint-Brieuc a été reconstitué sur les bases indiquées par le Congrès de Toulouse.

Le citoyen Hamon a été désigné comme délégué du Conseil national et Roulier, comme secrétaire fédéral.

Le Congrès a donné mandat à ses délégués de proposer et de défendre le monopole de l'enseignement.

#### Un nouveau journal.

Nos amis de la région de Valenciennes viennent de lancer un hebdomadaire de propagande socialiste et syndicale : Le Droit du Peuple.

C'est le camarade H. Durre qui a présenté le nouvel organe en ces termes :

Aussi éloignés de la fumisterie anarchiste que de la réaction sous toutes ses formes, nous resterons fermement attachés à la cause sacrée du Prolétariat.

#### A L'EXTÉRIEUR Pour le suffrage universel.

Les travailleurs de Budapest ont fêté à leur façon la Saint-Sylvestre. Ils ont rappelé aux pouvoirs publics leurs revendications en faveur du suffrage universel, sous la forme d'une cessation générale du travail pendant 24 heures.

Aucun journal n'a paru le 31 décembre dernier et les restaurants et cafés sont restés fermés. La grève n'a pas été absolument générale, mais elle a eu une efficacité suffisante pour produire une énorme impression sur tout le pays.

Du reste, elle n'a été qu'une mesure préparatoire d'une grève beaucoup plus étendue que les syndicats ouvriers et le Parti socialiste préparent d'accord, pour empêcher le vote du projet gouvernemental relatif au droit de suffrage.

## Comité de Rédaction du SOCIALISME

Le LUNDI et le VENDREDI, de 5 à 7 heures 3, Rue de la Roquette. — PARIS-XI

Encore une victime du tsarisme assassin. C'était un des meilleurs. Djaparidje fut le leader, le tacticien de la fraction socialiste démocrate de la seconde Douma, dissoute par un coup d'Etat. Condamné à 5 ans de travaux forcés, il fut laissé dans les prisons de Saint-Pétersbourg, dont il n'a pas pu supporter le climat meurtrier. Souffrant de la phtysie, il demandait son transport dans une prison du midi, son pays natal. Le gouvernement y a consenti lorsqu'il était déjà mourant. En effet, il a expiré en route pour la nouvelle prison.

Son nom sera glorifié par l'histoire de la Révolution russe. Nous publierons ultérieurement une étude sur son rôle dans les derniers évènements

russes.

Nous avons appris avec regret le décès du citoyen Gaston Legret, jeune frère de notre ami et collaborateur Etienne Legret, délégué de la Fédération des sabotiers à la C. G. T. et membre du Parti socialiste.

Notre ami recevra nos bien sincères condoléances.

Mme veuve Melin, mère de notre camarade Melin, député du Nord, est décédée la semaine

Nous exprimons à notre ami Mélin nos cordiales condoléances.

A COLUMN TO THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

## La Presse Corporative

Répondant dans la Voix du Peuple à des critiques d'un syndicalo-anarchiste, Victor Renard écrit à propos de la R. P. dans les syndicats :

Vous semblez ignorer, ou tout au moins passer sous silence, que dans le syndicat textile de Roubaix les votes s'effectuent par têle: un homme, une voix, ou ce qui revient au même: un membre,

Il y a une différence énorme entre le vote par groupe et le vote par tête, surtout quand dans le vote par groupe, il n'y a aucune base d'équité. Je vais vous en faire la démonstration par des faits: A Marseille, le Syndicat textile de Roubaix qui comprend 8.000 membres (huit mille!) ne disposait que d'une voix, alors que quatre syndi-cats, que pour la circonstance nous nous permet-tons de nommer, possédaient chacun une voix, soit quatre voix pour un effectif global de 160 syndiqués (cent soixante, vous avez bien lu!) Ce sont : le Syndicat des Paveurs de Saint-Quentin, 30 membres; celui d'Angers, 30; l'industrie floréale de Paris, 50; les Tisseurs en tous genres de la Seine, 50. Voilà comment, suivant votre mentalité liber-

taire, pour ne pas voir les gros syndicats écraser les petits, ces pauvres petits, ce sont ceux-ci qui font subir leur volonté aux fortes organisations. Avec la base représentative que nous réclamons et que nous revendiquons toujours : un membre

syndiqué, une voix, ou une voix par 25 membres cotisants, les votes dans les Congrès de la Confédération se traduiraient par exemple par 300.000 voix pour et 50.000 contre!..;

Quand les résolutions seront prises de cette façon, elles seront autrement sérieuses et autre-ment respectées qu'elles ne l'ont été jusqu'à ce

De Raoul Lenoir, dans la Fonderie, organe de la Fédération des mouleurs :

La décision du Congrès confédéral de Marseille concernant la fusion des Fédérations des mouleurs, des mécaniciens et des métallurgistes les éléments des deux Fédérations atteintes.

L'évocation de cette brutale décision provoque un malaise chez les militants syndicalistes de toute méthode et de tout tempérament.

Les partisans les plus intransigeants de cette

fusion imposée, répliquent modestement en faisant ressortir les bienfaits probables de l'Unité, mais aucun ne se hasarde à justifier sans réserve les moyens autoritaires employés pour y par-

Loin de ma pensée est la prétention d'inter-dire au prolétariat organisé, le droit d'exprimer son point de vue sur la forme que doit revêtir l'organisation ouvrière, sur la modification de ses rouages essentiels. C'est une liberté qu'il doit posséder et son devoir est d'en user; mais sans passion, sans arbitraire et sans hostilité.

Un simple vœu émis par les délégués du Congrès de Marseille aurait produit, avec la correction en plus, les mêmes résultats, tout au moins en ce qui concerne notre Fédération des mouleurs.

Cependant, après ces observations d'ordre général qui visent exclusivement l'avenir sans 'espérance d'aucune influence sur le passé,

récriminations et nos regrets.

La discipline syndicale, à moins d'être dangereusement répudiée, doit imposer des obligations. Elle s'impose aujourd'hui à notre Fédération dans toute sa rigidité et avec l'absence complète de considérations pour notre passé et pour nos sacrifices.

## \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$

## La Presse Socialiste

De Charles Vérecque dans le Travailleur du Nord.

Prolétaires de partout, c'est de vous, et de vous seuls, que dépend la venue de la société de de-main. L'an dernier, dans vos usines et dans vos mines, dans vos chantiers et dans vos fabriques, vous avez produits des richesses innombrables pour vos maîtres. Ces derniers vous ont récom-pensé en vous laissant vivre une existence de misère. Chaque jour, vous avez laissé échapper une plainte, un sanglot, et vous avez demandé comment vous pourriez sortir de votre esclavage. Ce qu'il y avait à faire, vous ne l'avez pas fait.

Pour n'avoir plus froid, pour n'avoir plus faim,

pour ne plus avoir de jours de misère, il suffisait de grouper vos efforts et de reprendre aux capi-talistes les richesses qu'ils détiennent et qui ont été créées par vous. Combien, parmi vous, ont compris des choses aussi simples ? Combien ont

répondu à l'appel du Socialisme ?

De Jean Voillot dans l'Avenir socialiste du Rhône, sur les candidats à l'agrégation de médecine qui ont fait de l'action directe au quartier latin:

Quelques uns d'entre eux se donneront tout entier à l'œuvre de recherches scientifiques pour arracher à la nature ses secrets et doter l'humanité de conquêtes nouvelles, mais combien plus grand est le nombre de ceux qui convoitent la position honorable, la situation officielle et de tout repos qui demain leur permettra de venir offrir aussi leur dévouement à leurs concitoyens! Ces derniers demeureront du même côté de la barricade, ils constituent pour demain la pépi-nière où se recruteront de futurs dirigeants aussi âpres à défendre les privilèges capitalistes que leurs devanciers.

Et cela demeurera aussi longtemps que le Prolétariat par un vigoureux et incessant effort de son organisation politique de classe qu'est le Parti socialiste S. F. I. O. n'aura pas mis tout ce monde d'accord en lui arrachant le pouvoir qu'il

A propos du Congrès de la Fédération de la Seine, Raoul Briquet écrit dans le Citoyen du Pas de Calais:

Il semblait qu'après le vote unanime du Con-grès national, salué avec joie par le socialisme national et international, la Fédération de la Seine n'eût qu'à enregistrer ce vote et à approuver l'attitude de ses mandataires.

Mais c'était la une solution trop simpliste, trop provinciale pour les esprits compliqués, les brail-lards incohérents et les *snobs* sectaires qui jouent, malheureusement, un rôle trop important dans la vie socialiste de la capitale, discréditent le Parti dans l'esprit des ouvriers parisiens et para-lysent l'effort quotidien de ses admirables mili-

Le Congrès ne se sépara pas sans qu'ils lui eussent fait adopter à défaut d'exclusion (morceau de choix qu'on ne peut pas se mettre toujours de choix qu'on ne peut pas se mettre toujours sous la dent), quelques unes de ces motions de blâme et de flétrissure qui, pour des estomacs fatigués, constituent un excellent apéritif.

Morizet exprima le regret que Marius André fut resté au sein de la C. A. P.?

C'était un blâme direct au Congrès de Tou-

louse qui s'était conformé à l'avis de la Commission laquelle avait, elle, exprimé le regret qu'on eût songé à proposer l'exclusion de Marius André.

Le Congrès de la Seine n'en vota pas moins la motion Morizet.

La 2<sup>m</sup>° section proposa un vote de regret pour la non-exclusion de Breton, de Brousse et d'Heppenheimer. Ici encore, le Congrès de Toulouse, d'un vote unanime, avait repoussé toute demande de conLa motion de « regret » fut votée par le Con-

grès de la Seine.

Jobert et ses amis qui, au Congrès de Toulouse, avaient, devant l'indignation générale des Fédérations, « filé doux » et évité à grand'peine l'exclusion que leurs attaques quotidiennes contre le Parti leur avait méritée, étaient satisfaits! En flétrissant... ils s'étaient réhabilités?

Angelica Balabanoff, la militante bien connue du prolétariat italien par sa propagande et son dévouement infatigables à la cause socialiste, écrit dans l'Avanti:

Il n'est pas besoin d'une très grande perspicacité pour dire que l'esprit de l'ordre du jour du Congrès de Florence n'a rien eu de marxiste.

La chose a été admise par les participants au au Congrès eux-mêmes. Il ne faut pas non plus une bien grande perpicacité pour comprendre pourquoi le critérium marxiste ne s'est point affirmé à Florence, pour comprendre que les conditions économiques dont la tendance marxiste est le corollaire ne sont encore qu'en voie de maturité en Italie et que, par conséquent, la tendance (ou l'opinion) marxiste n'existe encore qu'en période de formation; au lieu de dire le marxisme est mort, il faut dire : il est à peine né. Ce qu'il y a de certain c'est que, au moment de sa fondation a de certain c'est que, au moment de sa fondation il faisait plus que correspondre aux conditions économiques réelles, déjà existantes du pays, il correspondait à la tendance de leurs développements. Ainsi, en Italie, le marxisme, théorie de l'action essentiellement prolétarienne — plutôt que théorie de l'action du prolétariat industriel à été appliqué et l'est encore aujourd'hui à des classes sociales, qui, non seulement ne sont point industrielles, mais quelquefois même pas pro-létariennes. Cela est si vrai qu'une grande partie de l'activité socialiste italienne a été consacrée aux travailleurs des champs, aux colons, aux métayers, aux petits propriétaires..

Cette situation toute spéciale a été la source d'énormes difficultés pour le Parti et que les syndicalistes libertaires, avec la légèreté et l'esprit de démagogie qui les caractérisent, n'ont pas craint d'attribuer à la *trahison* des membres

Jules Bourquin sous le titre « Le salariat » écrit dans le Peuple de Bruxelles :

Rémunéré comme travailleur, rémunéré comme

capitaliste, notre industriel encaisse en outre les bénéfices, la plus-value de l'entreprise. Par qui cette plus-value est-elle produite? Par le capital seul? Par le travail seul? Ou bien par une collaboration de ces deux facteurs?

La réponse est bien simple : le travail c'est l'être producteur ; le capital n'est qu'un instrument de production inerte par lui-même. Certes, le producteur sans instrument de production est aussi impuissant que l'instrument de production sans producteur; mais l'instrument de production n'est qu'un outil inconscient sans vie, sans intelligence, sans volonté, n'ayant aucune volonte par lui-man, qui n'a d'utilité sans intelligence, sans voionte, n'ayant aucune valeur créatrice par lui-même, qui n'a d'utilité qu'à condition d'être mis en mouvement par le producteur, qui est bien la seule force agissante à considérer. Logiquement la plus-value appartient donc au travail et rien qu'au travail. En se, l'appropriant non pas partiellement, mais toute entière, le capital se livre à une véritable expropriation opérée en dehors de tout droit, donc à priation opérée en dehors de tout droit, donc à une spoliation qui ne puise aucun caractère de légitimité dans ce fait qu'elle constitue un usage général et immémorial. Nous constatons encore le divorce, mais cette fois accompagné de circonstances aggravantes : le capital réduit le trapil à la position congrue et ainci en aboutit au vail à la portion congrue, et ainsi on aboutit au

De Justice sous la signature de C. Terry et le titre « Le socialisme scientifique » :

La conception matérialiste de l'histoire s'attache à expliquer les actions du mouvement des grandes masses ou l'évolution des sociétés sur des données plus satisfaisantes que celles offertes par les systèmes idéologues des grands hommes Elle prétend que les changements qui se produisent dans nos relations sociales sont les moules par les montres que les changements qui se produisent dans nos relations sociales sont les moules par les par les moules par les moules par les duisent dans nos relations sociales sont les résultats des modifications qui se produisent dans nos méthodes de production, qu'ils ne sont pas impomethodes de production, qu'ils ne sont pas imposés à la société comme sortis de l'imagination de quelque grand homme; que le socialisme n'est pas seulement désirable, qu'il est nécessaire. Elle ne dit pas que tous les actes de tous les hommes soient déterminés par leur condition économique respective. La philosophie socialiste foit appeal à la places de plus précessires et regitier. fait appel à la classe la plus nécessaire, et politiquement la plus puissante, pour lui reconnaître sa mission dans l'évolution de la race humaine, pour prendre conscience de sa force, et au lieu de laisser les évènements se produire au hasard, prendre une part coopérative et de contrôle dans le développement de l'évolution sociale.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

La Compagnie organise, avec le concours de l'Agence des Voyages Modernes, les excursions suivantes:

1º Excursions en traineau dans le Dauphiné et à Chamonix.

Départ de Paris le samedi de chaque semaine, de janvier à fin mars 1909.

Durée de l'excursion : 10 jours. Prix (tous frais compris), l'e classe : **430** fr.;

2º classe : 390 fr.

2º Tunisie-Algérie.

Départs de Paris, les 17 janvier, 21 février et 28 mars 1909.

Durée de l'excursion : 28 jours. Prix (tous frais compris), 1<sup>re</sup> classe : **1050** fr.; 2º classe : 940 fr.

3° Egypte et Haute-Egypte.

Départs de Paris, les 27 janvier, 17 février et 3 mars 1909.

Durée de l'excursion : 37 jours. Prix (tous frais compris), l'e classe : 2300 fr.

S'adresser pour renseignements et billets aux bureaux de l'*Agence des Voyages Modernes*, 1, rue de l'Echelle, à Paris.

#### LA Librairie du Parti Socialiste

16, Rue de la Corderie, Paris (3°)

fait les mêmes remises que toutes les autres librairies.

Elle est, en outre, la seule librairie appartenant au Parti. Elle verse tous ses bénéfices à la propagande socialiste.

Tous les militants ont le devoir de s'y fournir.

On y trouve tous les ouvrages parus : Volumes, chansons, insignes, coquelicots, églantines, etc., etc.

Envoi franco du Catalogue.

#### EN VENTE

Aux Bureaux du "SOCIALISME"

## Les LECONS de STUTTGART

Congrès socialiste international de 1907

#### Par Henri DE LA PORTE

Prix 25 centimes

Franco. — Les 10: 2 fr. 25. — Les 25: 5 francs. Les 50: 10 francs. — Les 100: 18 francs.

## Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

#### Vincent CARLIER

Député des Bouches-du-Rhône.

ÉTUDE PRÉFACE DE CHARLES DUMAS

Une Brochure à 0 fr. 40 (30 fr, le cent)

Vente au Comptant et par Abonnement

## Maison MAULLAY

7, rue de Lesdiguières, PARIS (Bastille)

## AMEUBLEMENT - NOUVEAUTÉS

Confections pour Hommes et Enfants, Vêtements de travail, Tissus, Toiles, Chemises, Lingerie, Chaussures, Chapellerie, Bijouterie or et argent, Horlogerie, Orfèvrerie, Joaillerie, Literie, Ameublements complets Glaces, Suspensions, Bicyclettes, Machines à Coudre de toutes Marques, Porcelaines, Cristallerie, Poterie, Ustensiles de Ménage en tous genres, Chauffage, etc.

Les Magasins sont ouverts tous les jours de 8 h. du ma tin à 7 h. du soir et le dimanche jusqu'à 3 h.

## LES DOCVMENTS DV PROGRÈS

Revue mensuelle internationale. — Parait en trois langues à Paris, à Berlin et à Londres La Rubrique « Le Mouvement ouvrier international » est rédigé sous la direction du Comité de rédaction du Socialisme, avec la collaboration des écrivains de l'Internationale. Abonnement réduit pour les lecteurs du Socialisme : France, 8 francs; Etranger 10 francs.

Le montant de l'abonnement réduit doit être adressé à l'Administrateur du Socialisme Envoi d'un spécimen gratuit sur demande.

### Sommaire du numéro de Décembre

Résutlats de ta nationalisation des Chemins de fer en Suisse, par Edgard Milhaud. - L'électricité monopole d'Etat en Suisse. - L'avenir de la Pisciculture, par Louis Roule. - Crime et Châtiment, par Rodolphe Broda. - L'abolition de la peine de mort en Italie, par Cino Fabriani. - Les influences sociales dans l'évolution moderne du droit, par F. Toennies. - Un projet de code socialiste. - Les Positivistes et la crise orientale. -L'enseignement du premier Congrès international des ligues d'acheteurs, par Joseph Bergeron. -Résultats de la diminuțion des heures de travail dans les usines d'Autriche, - Réformisme et Socialisme, par Ch. RAPPOPORT. - Les relations internationales du prolétariat moderne. par Roman Sheltzow (Berlin). - La situation syndicale en France. - L'organisation syndicale des Femmes en Altemagne. - Chroniques scientifiques. - Les juifs en Angleterre. par S. Lauda (Londres), -Le problème de la littérature, par Gaston Sauve-

#### Paraîtront dans les prochains numéros des DOCUMENTS DU PROGRES:

Ferdinand Buisson (député) : Le problème de l'école laïque. - Francis de Pressensé : La Réforme de la Juridiction militaire. - Lino Fer-RIANI (procureur général, Rome) L'abolition de la peine de mort en Italie. - Jean Finot (directeur de la "Revue": Le préjugé des races. — J.-A. Hobson (Londres): L'Avènement du Protectionnisme en Angleterre. - Gaston Bonnier (de l'Institut): Création artificielle des êtres vivants. - Prof. OSTWALD (Leipzig): L'Avenir des Sciences naturelles. - Comte DE HOENSBROECH : Le Modernisme en Allemagne. — Th. Lough (ancien ministre): L'administration de la ville de Londres.-Paul LAFARGUE: La Mission historique du Prolétariat. — I. Landa (Londres): Les Juifs en Angleterre. — Julius Deutsch: Le mouvement anti-Baron DE HOCK militariste en Allemagne. -(membre du Reichsrath autrichien) : Le problème de l'école la que en Autriche. - Marcel SEMBAT (député) : Le suffrage des femmes. — Simon I. Tyan (Shangaï) : La Chine nouvelle. — Prof. ROULLE: La pisciculture. - Prof. BRYAN (Kobe): L'extermination des indigènes de l'Ile de Formose. - Louis Martin (député) : La représentation proportionnelle.

Le numéro 5 centimes Abonnements:

Un an, 21 francs; Six mois, 10 fr. 50 Trois mois, 5 fr. 25 Six mois payables par mois, 1 fr. 75

publie régulièrement des articles de son directeur politique

#### JEAN JAURES

de : ALLARD, ALLEMANE, BRACKE, DUBREUILH, LAFARGUE, ROUANET, Marcel SEMBAT et des TRIBUNES Syndicales et Coopératives

Il faut lire L'Humanité pour être renseigné sur la vie ouvrière et socialiste.

ANNONCES COMMERCIALES DU "SOCIALISME" 0,75 LA LIGNE

## DUPUIS & Fils - COGNAC

Distilleries à Cognac et à Rigrefeuille d'Aunis.

PATÉS DE FOIE GRAS TRUFFÉ de Canard, de Lièvre et de Perdreaux

### Maison MOULINES à QUILLAN (Aude)

Envoi par colls postaux : la boite de 200 gr. 1.25 la boite de 180 gr. 0.75 (Octroi en plus)

Commandes à M. FOURNIÉ, 23, Square Saint-Ferdinand, PARIS

#### LERIE PARISIENNE J. BAILLY

8, rue de la Michodière, PARIS, Télép. 235-69

Maison recommandée pour ses Huiles d'Olives vierges, Noix supérieure, Œillette surfine, Blanche supérieure, Surfine amande, Navette supérieure, Huile de Colsa triple épuration pour lampes Carcel et veilleuses, Savon de Marseille, Vinaigre d'Orléans, Eau de Fleur d'Oran-ger, Savon noir.

Importation directe. — LE HAVRE Qualité Supérieure.

Vente par futs de 25, 50, 100, 200 litres

M. FOURNIÉ, représentant, 3, Square St-Ferdinand, PARIS

## FORESTIER Père LIBOURNE (Gironde)

Vins Vieux en Caisses et en Futs

SAINT-ÉMILION, MÉDOC ET GRANDS CRUS

## La Goopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE 3, Impasse Crozatier, 3 - PARIS-XII° CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

## LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183,438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont

acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation. A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L.; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Le Gérant : MERCY.



La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII<sup>o</sup> Administrateur-Délégué: L. MIOT.